



Extrait du UJFP

<https://www.ujfp.org/spip.php?article141>

De la xénophobie d'Etat

- L'UJFP en action - Communiqués de l'UJFP -

UJFP

Date de mise en ligne : samedi 28 juin 2008

Copyright © UJFP - Tous droits réservés

La France est un pays d'immigration, mais elle n'est pas, si elle le fut un jour, un pays d'accueil. Les étrangers qui sont venus s'installer en France ont dû se battre pour être acceptés puis, pour ceux qui le désiraient, pour devenir Français. La situation s'est aggravée avec la venue d'immigrés issus des anciennes colonies françaises comme le montre l'invention de la notion de deuxième, voire de troisième, génération pour désigner leurs enfants pourtant de nationalité française. Comme s'il y avait deux sortes de nationaux, les Français dits "de souche" et les autres.

Pour lutter contre ce que l'Etat considère comme une invasion, les gouvernements ont inventé les centres de rétention destinés à parquer les immigrés "illégaux" en attendant de les expulser. Et pour emplir ces centres et mieux expulser, les gouvernements ont mis en place une véritable chasse aux métèques qui a commencé bien avant Hortefeux.

Face à cette politique mise en place par les gouvernements depuis les années quatre-vingt-dix avec les lois Pasqua, Debré, Chevènement, Sarkozy, les étrangers sans papiers et désireux de vivre en France se sont organisés et ont obtenu par leur lutte un certain nombre de régularisations. La révolte des "retenus" (c'est ainsi qu'on appelle officiellement les personnes parquées dans les centres de rétention) dont celle du centre de Vincennes nous donne l'exemple, marque une nouvelle étape, émeute du désespoir mais aussi refus d'une politique qui considère les sans-papiers comme des délinquants qu'il faut punir.

Le gouvernement ne sait répondre à cela que par la répression et certains de ses partisans vont jusqu'à accuser ceux qui soutiennent les sans-papiers d'être responsables de la violence dans les centres de rétention. Comme si le fait de parquer des hommes et des femmes, y compris des enfants, dans des centres de rétention n'était pas une violence et une atteinte aux droits humains, ces droits dont nos gouvernants savent dénoncer les violations lorsqu'elles ont lieu dans les pays qu'ils veulent frapper d'ostracisme et qu'ils savent accepter dans les pays dits amis ou lorsqu'ils les pratiquent eux-mêmes.

La politique française s'inscrit dans une tradition ancienne que le gouvernement de Vichy a su développer contre les étrangers "indésirables", ainsi les centres de rétention et les nombreuses rafles systématiques menées contre les étrangers. Cette politique participe de la politique de l'Union Européenne de fermeture de l'Europe aux étrangers, politique qui s'est traduite par les accords de Schengen et aujourd'hui par la directive dite "du retour" qui augmente les délais de rétention des personnes condamnées à l'expulsion par simple décision administrative. C'est ainsi que l'on conçoit les droits humains dans l'Europe d'aujourd'hui.

Il n'y a pas d'autre solution que celle de régulariser la situation administrative de tous ceux qui viennent en Europe que ce soit pour fuir la misère de leurs pays ou pour fuir la répression. La restriction du droit d'asile aujourd'hui pratiquée en France et en Europe est une atteinte à la démocratie.

Pour l'UJFP, la révolte des prisonniers de Vincennes est juste, c'est un cri de colère et de protestation contre la xénophobie d'Etat pratiquée par le gouvernement français et plus généralement par les gouvernements des pays de l'Union Européenne. C'est pourquoi nous soutenons leur lutte.

Il ne saurait y avoir d'autres solutions que la fermeture des centres de rétention et la régularisation des sans-papiers.

Union Juive Français pour la Paix